



KPMG SA  
251 Rue Euclide  
Parc Eureka  
34900 Montpellier

# Association Résidence des Hautes Terres

**Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Association Résidence des Hautes Terres  
Route d'Albaret le Comtal 48310 FOURNELS

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ( private company limited by guarantee ).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA  
251 Rue Euclide  
Parc Eureka  
34900 Montpellier

## **Association Résidence des Hautes Terres**

Route d'Albaret le Comtal 48310 FOURNELS

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association Résidence des Hautes Terres,

#### **Opinion avec réserve**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Résidence des Hautes Terres relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous la réserve décrite dans la partie "Fondement de l'opinion avec réserve", nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion avec réserve**

##### **Motivation de la réserve**

Comme mentionné dans la note "Dettes sociales et fiscales" en page 4 de l'annexe légale, les comptes annuels relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024 font apparaître au passif des dettes sociales et fiscales nées au cours de l'exercice 2023, non réglées au 31 décembre 2024.

Elles sont constituées pour 21 070 euros de dettes vis-à-vis d'organismes sociaux et 15 319 euros de dettes vis-à-vis des services et organismes collecteurs de taxes assises sur les salaires.

Au terme de nos échanges avec les services internes de l'association Résidence des Hautes Terres, et l'expert-comptable en charge de l'élaboration des comptes annuels, aucune justification des écarts constituant ces dettes n'a pu nous être apportée. Il nous a été impossible de collecter des éléments suffisants et appropriés par des procédures d'audit complémentaires sur la justification de ces dettes en l'absence de documents détaillés à notre disposition sur la période considérée durant laquelle la paie et les déclarations sociales ont été réalisées par un tiers.

##### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.



Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### **Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation**

Sans remettre en cause l'expression exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note « Situation de l'EHPAD de Saint Alban » de l'annexe légale.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie "Fondement de l'opinion avec réserve", nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

A l'exception de l'incidence éventuelle du point décrit dans la partie "Fondement de l'opinion avec réserve", nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Montpellier, le 26 juin 2025

KPMG S.A.

Florence  
Gabriel

Signature  
numérique de  
Florence Gabriel  
Date : 2025.06.26  
22:30:26 +02'00'

Florence GABRIEL

Commissaire aux comptes

## Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brev ets droits similaires	34 141	18 997	15 144	15 381
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Av ances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains				
ACTIF CIRCULANT	Constructions				
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	793 109	669 581	123 527	116 930
	Autres immobilisations corporelles	289 983	210 095	79 888	88 080
	Immobilisations corporelles en cours				
	Av ances et acomptes				
	<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b>				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations év aluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés	5 177		5 177	5 177
	Prêts	53 456		53 456	44 696
	Autres immobilisations financières				
	<b>TOTAL ( I )</b>	<b>1 175 865</b>	<b>898 673</b>	<b>277 192</b>	<b>270 263</b>
	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, appro visionnements	25 423		25 423	22 358
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	<b>Avances et Acomptes versés sur commandes</b>	80 238		80 238	88 491
	<b>CREANCES (3)</b>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	274 664	12 598	262 066	285 459
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	73 209		73 209	123 646
	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>				
	<b>DISPONIBILITES</b>	1 497 520		1 497 520	1 284 991
	Charges constatées d'av ance	5 583		5 583	7 729
	<b>TOTAL ( II )</b>	<b>1 956 637</b>	<b>12 598</b>	<b>1 944 039</b>	<b>1 812 673</b>
	Frais d'émission d'emprunt à étaler ( III )				
COMPTES DE REGULARISATION	Primes de remboursement des obligations ( IV )				
	Ecart de conv ersion actif ( V )				
	<b>TOTAL ACTIF (I à V)</b>	<b>3 132 502</b>	<b>911 271</b>	<b>2 221 231</b>	<b>2 082 936</b>
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				53 456	
(3) dont à plus d'un an					

# Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	1 033 040	1 033 040
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	(354 324)	(210 350)
	<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>81 042</b>	<b>(155 407)</b>
	<b>Total des fonds propres (situation nette)</b>	<b>748 326</b>	<b>667 283</b>
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	61 333	79 354
	Provisions réglementées	84 120	66 820
	<b>Total des autres fonds propres</b>	<b>145 453</b>	<b>146 174</b>
	<b>Total des fonds propres</b>	<b>893 779</b>	<b>813 457</b>
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	41 515	41 515
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	1 043	1 043
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	<b>Total des fonds reportés et dédiés</b>	<b>220 487</b>	<b>253 405</b>
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	123 389	117 308
	<b>Total des provisions</b>	<b>123 389</b>	<b>117 308</b>
DETTES (1)	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers	142 404	135 586
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	337 159	267 743
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	431 962	401 575
	<b>DETTES DIVERSES</b>		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	72 051	72 051
	Produits constatés d'avance		21 811
	<b>Total des dettes</b>	<b>983 576</b>	<b>898 765</b>
	Ecart de conversion passif		
	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>2 221 231</b>	<b>2 082 936</b>
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	81 042,04	(155 406,55)
	(1) Dont à moins d'un an	983 576	898 765
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		

Mission de Présentation des Comptes

# Compte de Résultat

1/2

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	105	
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	78 846	75 702
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	3 854 303	3 559 745
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	6 950	
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	27 076	44 951
	Utilisations des fonds dédiés	32 918	35 792
	Autres produits	22 815	18 972
Total des produits d'exploitation		4 023 013	3 735 162
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements	249 888	260 310
	Variation de stock	(3 065)	(3 290)
	Autres achats et charges externes	820 647	834 045
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	200 550	188 004
	Salaires et traitements	1 917 110	1 865 678
	Charges sociales	735 325	687 780
	Dotation aux amortissements et dépréciations	72 453	61 420
	Dotation aux provisions	11 346	672
	Reports en fonds dédiés		11 600
	Autres charges	18 124	3 467
Total des charges d'exploitation		4 022 378	3 909 684
RESULTAT D'EXPLOITATION		635	(174 522)



Compte de Résultat

2/2

		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		635	(174 522)
PRODUITS FINANCIERS	De participation D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	21 948	15 401
	Total des produits financiers	21 948	15 401
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		133
	Total des charges financières		133
RESULTAT FINANCIER		21 948	15 268
RESULTAT COURANT avant impôts		22 583	(159 255)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	80 407	33 910
	Total des produits exceptionnels	80 407	33 910
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	17 300	15 980 11 007
	Total des charges exceptionnelles	17 300	26 987
RESULTAT EXCEPTIONNEL		63 107	6 923
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices		4 648	3 075
TOTAL DES PRODUITS		4 125 368	3 784 473
TOTAL DES CHARGES		4 044 326	3 939 880
EXCEDENT ou DEFICIT		81 042	(155 407)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE Dons en nature Prestations en nature Bénévolat  TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE Secours en nature Mise à disposition gratuite de biens Prestations Personnel bénévole  TOTAL			

## **PREAMBULE**

L'Association des Hautes Terres, Association loi 1901 à but non lucratif (selon la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901), a pour objet la gestion d'un Etablissement d'Hébergement pour personne Agées Dépendantes (EHPAD).

Elle gère deux établissements :

- la Résidence les Alisiers Route d'Albaret le comtal, à FOURNELS

L'Établissement a ouvert ses portes le 25 novembre 2004, avec à l'origine, une capacité d'accueil de 36 résidents. Un projet d'extension de 11 lits supplémentaires a par la suite, été validé par l'arrêté N° 07-026-007 du 26 janvier 2007, et a donc porté la capacité autorisée à 47 lits. Il s'agit de lits d'hébergement permanent uniquement.

Ces 11 lits ont été créés dans le prolongement de l'ancien bâtiment, au niveau de l'entrée principale et ont pu accueillir de nouveaux résidents début 2011.

Le rez de jardin n'a subi aucune modification et conserve donc la capacité d'accueil de 12 lits dédiés (unité sécurisée).

- la Résidence les Pins, route de la Baysse, à Saint Alban sur Limagnole.

L'Établissement a ouvert ses portes depuis 1998. C'était alors un foyer logement qui proposait 21 studios à louer. Ce n'était donc pas une structure médicalisée.

L'association Résidences des Hautes Terres a pris la gestion en mars 2008, où la MARPA est alors devenue EHPAD.

En juillet 2009, l'autorisation d'un nouvel établissement a été validée par le maire de Saint Alban et le projet de construction a vu le jour.

Les travaux ont débuté en septembre 2009 et le déménagement dans les nouveaux locaux a eu lieu en janvier 2012.

L'agrément du 15 décembre 2011 autorise 28 places en hébergement permanent et 2 places en accueil temporaire.

Les moyens dédiés à la réalisation de son objet social, sont :

Sur un plan financier :

- Le forfait global relatif aux soins, financé par l'ARS,
- Le forfait global relatif à la dépendance, financé par le Conseil Département,
- La tarification hébergement, à la charge du résident est arrêté par le Conseil départemental.

Sur un plan humain :

La politique associative, au travers de ses activités, est mise en œuvre par environ 60 salariés.

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 2 221 231 €.

Le résultat net comptable est un excédent de 81 042 €.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

## **EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE**

### Les faits significatifs de l'exercice :

- Sont intégrées au résultat de l'établissement de St Alban deux dotations exceptionnelles d'un montant total de 252 618 € portant le résultat de l'établissement à 108 447 € :
  - o Dotation exceptionnelle pour établissement en difficulté de l'ARS : 210 000 €,
  - o Dotation exceptionnelle du Département de la Lozère : 42 618 €.
- Est intégrée au résultat de l'établissement de Fournels une dotation exceptionnelle d'un montant de 19 768 € portant le résultat de l'établissement à – 9 880 €.

### Situation de l'EHPAD de Saint ALBAN :

L'exploitation de l'EHPAD de Saint Alban, sans prise en compte de la dotation exceptionnelle de 42 k€ versée par le Département de la Lozère, présente un déficit sur l'exercice de 86 k€ contre 105 K€ sur sa section Hébergement.

N'échappant pas aux difficultés croissantes connues sur le secteur national des EHPAD, le déficit de cet établissement est de nature structurelle.

Il résulte notamment de l'incidence de l'inflation sur ses coûts d'exploitation et des revalorisations salariales en année pleine que ses ressources, dimensionnées à sa capacité d'accueil, n'ont pas pu absorber.

En l'absence de CPOM avec l'EHPAD de Fournels, cette situation est susceptible de compromettre la continuité d'exploitation de cet établissement, et en conséquence le dimensionnement des moyens aujourd'hui mutualisés sur les deux établissements gérés par l'association.

Dans ce cas, l'association pourrait ne pas être en mesure de réaliser ses actifs et de régler ses dettes dans le cadre normal de son activité.

### Evénements postérieurs :

Nous n'avons pas identifié d'événement susceptible de remettre en cause la continuité de l'exploitation.

## **PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES**

### **METHODE GENERALE**

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par :

- le Plan Comptable Général 2014-03,
- aux prescriptions du Code du commerce,
- au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations,
- au règlement n° 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif,
- Arrêté ministériel du 14 décembre 2022 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

### **Immobilisations**

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Depuis les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005, l'entité applique la nouvelle réglementation comptable relative à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs issue des règlements du CRC-2002-10 du 12 décembre 2002.

Une des modifications instaurées par cette réglementation est la méthode d'amortissement dite par composant.

### **Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement**

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

### **Stocks**

Les stocks sont évalués suivant la méthode "du dernier prix d'achat connu".

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

### **Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

**Provisions réglementées :** réserves pour plus-values nettes d'actif (compte 1486).

En vertu de l'arrêté du 12 novembre 2008, les établissements médico-sociaux sont autorisés à constituer une provision réglementée égale au montant des plus-values réalisées sur les cessions de biens issus de l'actif immobilisés ou de l'actif circulant. Cette provision vise à renforcer le fonds de roulement des établissements.

**Provisions réglementées :** réserves pour produits financiers (compte 1483)

En vertu de la nouvelle réglementation comptable applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2020, les établissements médico-sociaux sont autorisés à constituer une provision réglementée égale au montant des produits financiers réalisés sur les placements financiers. Cette provision vise à renforcer le fonds de roulement des établissements.

### **Provisions pour risques et charges**

Une nouvelle définition des passifs modifie substantiellement les principes de constitution et d'évaluation des provisions pour risques et charges. Ces nouvelles règles sont applicables aux comptes des exercices clos à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002.

#### - Provision pour départ en retraite

Le montant inscrit au bilan s'élève à la somme de 123 389 €. La provision est dotée en totalité.

Le montant a été déterminé par un logiciel spécifique en prenant pour hypothèse de calcul sur l'exercice 2024 : le départ volontaire des salariées à 64 ans entraînant les cotisations sociales et fiscales.

Le montant a été déterminé en prenant pour hypothèse de calcul :

- le départ volontaire des salariées à l'âge légal,
- un taux de charges sociales de 50% pour les non cadres et 50% pour les cadres,
- un taux d'actualisation de 3,38%,
- un taux d'évolution des salaires de 3%,
- un taux de rotation de 1%.

### **Dettes sociales et fiscales**

Les dettes sociales et fiscales incluent un solde de 35 489 euros dont l'ancienneté remonte à l'exercice 2023.

A défaut de disposer de documents et de pointage détaillés sur les éléments de paie et les déclarations sur la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 30 octobre 2023, documents à recevoir de la part de l'association qui a eu en charge la gestion sociale dans le cadre d'une convention de gestion que notre association a conclue avec elle, ces soldes demeurent en cours de justification.

### **Résultat sous contrôle des tiers financeurs**

#### Affectation des résultats issus de la gestion contrôlée

Les résultats en attente d'affectation par les financeurs sont comptabilisés dans le compte 115, ou des subdivisions de celui-ci.

Les affectations sont ensuite réalisées, par établissement, conformément aux décisions des financeurs. Il peut s'agir de:

- réserves pour investissements ;
- réserves de compensation des déficits ;

- réserves de compensation des charges d'amortissements ;
- réserves de trésorerie ;
- reports à nouveau.

-

#### Dépenses refusées ou non opposables

En cas de non prise en charges, par le financeur, de dépenses présentes dans les comptes administratifs des établissements, celles-ci sont affectées :

- en dépenses refusées si elles ont un caractère définitif (compte 119) ;
- en dépenses non opposables si cette situation est temporaire (compte 11592).

#### **Rémunération des dirigeants**

Rémunération allouée aux membres :

- Des organes d'administration : néant,
- Des organes de direction : cette information n'est pas mentionnée car elle reviendrait à donner une rémunération individuelle.

#### **Effectif**

Le nombre d'équivalent temps plein sur l'ensemble de l'association s'élève à environ 53,90 au 31/12/2024.

#### **Honoraires du commissaire aux comptes**

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 7 800 €.

#### **Valorisation des contributions volontaires**

Le manque de moyens de recensement des contributions ne permet pas de les évaluer avec exactitude.

#### **Changements de méthode**

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Depuis le 01/01/2020, les états financiers sont en conformité avec :

- Règlement A.N.C. 2018-06, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.
- Règlement A.N.C. 2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.
- Arrêté ministériel du 14 décembre 2022 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux.

**Tableau de passage : comptes administratifs / comptes sociaux**

Etablissement	Résultat Administratif	Retraitements		Résultat Comptable
		Charges	Produits	
Gestion Propre	-4 454			-4 454
Résidence Fournels	-12 761	8 750	0	-21 511
Résidence St Alban	107 007			107 007
	<b>89 792</b>	<b>8 750</b>	<b>0</b>	<b>81 042</b>

**Tableau de répartition du résultat comptable par établissement et par section analytique**

<b>FOURNELS</b>	<b>Détail du résultat Comptable par section</b>
<u>EHPAD</u>	-12 761
Hébergement	-37 820
Dépendance	-12 282
Soin	37 340
<b>TOTAL EHPAD FOURNELS</b>	-12 761

<b>ST ALBAN</b>	<b>Détail du résultat Comptable par section</b>
<u>EHPAD</u>	107 007
Hébergement	-45 429
Dépendance	-25 027
Soin	177 463
<b>TOTAL EHPAD ST ALBAN</b>	107 007



**Suivi des résultats administratifs sous contrôle des tiers financeurs**

<b>Etablissement</b>	<b>Résultat cumulé non affecté antérieur</b>	<b>Résultat de l'exercice  2024</b>	<b>Résultat sous contrôle des tiers financeurs Résultat cumulé</b>
<b>SIEGE</b>		-4 454	
<b>RESIDENCE Fournels</b>	<b>123 653</b>	-12 761	<b>110 892</b>
<b>RESIDENCE St Alban</b>	<b>-598 474</b>	107 007	<b>-491 467</b>

**Tableau de suivi des fonds dédiés**

Ressources	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nvles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice D=A-B+C
Dotation Soins DDASS Résidence Hautes Terres Affecté au financement de l'extension 2008 - 2009	192 492,00 €	81 498,03 €	8 252,55 €		73 245,48 €
Dotation Soins DDASS Résidence Hautes Terres Affecté au recrutement d'un chargé de mission 2008	10 000,00 €	9 483,58 €			9 483,58 €
Dotation Soins DDASS Résidence Hautes Terres Affecté au financement Evaluation externe 2012	7 000,00 €	1 664,27 €			1 664,27 €
Qualité de vie au travail 2018	3 600,00 €	3 600,00 €			3 600,00 €
Qualité de vie au travail 2019	2 000,00 €	2 000,00 €	2 000,00 €		0,00 €
Dotation Soins DDASS Résidence St Alban Affecté au financement Evaluation externe 2012	7 000,00 €	1 515,00 €			1 515,00 €
Dotation Soins DDASS Résidence St Alban Affecté au financement Extension	40 000,00 €	40 000,00 €			40 000,00 €
St Alban retraitement compte 142		54 420,20 €	471,09 €		53 949,11 €

**Assoc. RESIDENCE DES HAUTES TERRES**

CNR COVID					
Fournels	26 366,55 €	11 188,18 €	5 758,26 €		5 429,92 €
St Alban	19 098,56 €	8 396,57 €	3 739,93 €		4 656,64 €
Dons Manuels		1 043,23 €			1 043,23 €
ARS CNR 2021 formation socle St Alban	5 700,00 €	5 700,00 €			5 700,00 €
ARS CNR 2021 formation socle Fournels	5 700,00 €	5 700,00 €			5 700,00 €
ARS CNR PASTEL 2022 St Alban	4 000,00 €	4 000,00 €	1 096,50 €		2 903,50 €
ARS PAI 2022 St Alban	6 350,00 €	3 289,50 €			3 289,50 €
ARS CNR 2022 Prévention Pastel Fournels	8 036,00 €	8 306,00 €			8 306,00 €
ARS CNR 2023 Qualité Vie au travail Fournels	5 800,00 €	5 800,00 €	5 800,00 €		0,00 €
ARS CNR 2023 Qualité Vie au travail St Alban	5 800,00 €	5 800,00 €	5 800,00 €		0,00 €
<b>Total</b>		<b>253 404,56 €</b>	<b>32 918,33 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>220 486,23 €</b>

## Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise				
Dont générosité du public				
Fonds propres avec droit de reprise				
Dont générosité du public				
Ecart de réévaluation				
Dont générosité du public				
Réserves	1 033 040			1 033 040
Dont générosité du public	0			0
Report à nouveau	-210 350	27 328	182 734	-365 756
Dont générosité du public				
Excédent ou déficit de l'exercice	-155 407	81 042	-155 407	81 042
Dont générosité du public				
<b>Situation nette</b>	<b>978 096</b>	<b>108 370</b>	<b>27 327</b>	<b>748 326</b>
<b>Situation nette dont générosité du public</b>				
Fonds propres consommables				
Dont générosité du public				
Subventions d'investissement	79 355		18 021	61 334
Dont générosité du public	0			0
Provisions réglementées	66 820	17 300		84 119
Dont générosité du public				
<b>TOTAL</b>	<b>1 124 270</b>	<b>125 670</b>	<b>45 348</b>	<b>893 779</b>
<b>TOTAL dont générosité du public</b>				

## Etat des Subventions d'investissement

### *Subventions d'investissement*

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Comptes 131	117 589	0	8 479	109 110
<b>TOTAL</b>	<b>117 589</b>	<b>0</b>	<b>8 479</b>	<b>109 110</b>

### *Reprise des Subventions d'investissement au résultat*

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Comptes 139	38 236	18 021	8 479	47 778
<b>TOTAL</b>	<b>38 236</b>	<b>18 021</b>	<b>8 479</b>	<b>47 778</b>

## Etat des immobilisations

	Valeur brute des immobilisations  au début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst
Frais d'établissement, recherche et développement	14 724		
Autres immobilisations incorporelles	37 706	0	3 899
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements, constructions			
Installations techniques, matériel et outillages industriels	751 990		49 643
Autres installations, agencements, aménagements	12 755		
Matériel de transport	70 449		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	202 700		10 781
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
<b>TOTAL</b>	<b>1 037 894</b>		<b>60 424</b>
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés	5 177		
Prêts et autres immobilisations financières	44 696		8 760
<b>TOTAL</b>	<b>49 873</b>		<b>8 760</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 140 197</b>	<b>0</b>	<b>73 083</b>

	Diminutions		Valeur brute	Réev. Lég.
	Par virement de pst à pst	Par cession ou mise HS	immob. à fin exercice	Val. Origine à fin exercice
Frais d'établissement, recherche et développement		14 724	0	
Autres immobilisations incorporelles	0	7 464	34 141	
Terrains			0	
Constructions sur sol propre			0	
Constructions sur sol d'autrui			0	
Installations générales, agencements, constructions			0	
Installations techniques, matériel et outillages industriels		8 524	793 108	
Autres installations, agencements, aménagements			12 755	
Matériel de transport			70 449	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		6 703	206 779	
Emballages récupérables et divers			0	
Immobilisations corporelles en cours			0	
Avances et acomptes				
<b>TOTAL</b>		<b>15 227</b>	<b>1 083 091</b>	
Participations évaluées par équivalence			0	
Autres participations			0	
Autres titres immobilisés			5 177	
Prêts et autres immobilisations financières			53 456	
<b>TOTAL</b>		<b>0</b>	<b>58 633</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>37 415</b>	<b>1 175 865</b>	

## Etat des amortissements

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Eléments sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche	14 724		14 724	0
Autres immobilisations incorporelles	22 325	4 136	7 464	18 997
Terrains				0
Constructions sur sol propre				0
Constructions sur sol d'autrui				0
Installations générales, agencements constructions				0
Installations techniques, matériel et outillages industriels	635 060	43 045	8 524	669 581
Installations générales, agencements divers	12 488	267		12 755
Matériel de transport	28 040	13 524	6 703	34 861
Matériel de bureau, informatique, mobilier	157 297	5 182		162 479
Emballages récupérables et divers				0
<b>TOTAL</b>	<b>832 885</b>	<b>62 018</b>	<b>15 227</b>	<b>879 676</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>869 934</b>	<b>66 154</b>	<b>37 415</b>	<b>898 673</b>



### Etat des provisions

	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Pour investissement				
Amortissements dérogatoires				
Pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées	66 820	17 300		84 120
<b>TOTAL Provisions réglementées</b>	<b>66 820</b>	<b>17 300</b>	<b>0</b>	<b>84 120</b>
Pour litiges				0
Pour garanties données clients				0
Pour amendes et pénalités				0
Pour pensions et obligations	117 308	11 346	5 265	123 389
Pour impôts				0
Pour renouvellement immobilisations				0
Pour grosses réparations				0
Pour charges sur congés payés				0
Autres provisions				0
<b>TOTAL Provisions</b>	<b>117 308</b>	<b>11 346</b>	<b>5 265</b>	<b>123 389</b>
Sur immobilisations incorporelles				
Sur immobilisations corporelles				
Sur titres mis en équivalence				
Sur titres de participation				
Sur autres immobilisations financières				
Sur stocks et en-cours				0
Sur comptes clients	6 299	6 299		12 598
Autres dépréciations				
<b>TOTAL Dépréciations</b>	<b>6 299</b>	<b>6 299</b>	<b>0</b>	<b>12 598</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>190 427</b>	<b>34 945</b>	<b>5 265</b>	<b>220 107</b>
Dont dotations et reprises :				
- d'exploitation		17 645	5 265	
- financières				
- exceptionnelles		17 300		

## Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	53 456		53 456
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux	12 598	12 598	
Autres créances clients	262 066	262 066	
Créances représentatives de titres prêtés		0	
Personnel et comptes rattachés	1 294	1 294	
Sécurité sociale, autres organismes sociaux	10 929	10 929	
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices			
- T.V.A			
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers			
Débiteurs divers	60 986	60 986	
Charges constatées d'avance	5 583	5 583	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>406 912</b>	<b>353 456</b>	<b>53 456</b>
Montant des prêts accordés dans l'exercice	8760		
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum				
- plus d'un an				
Emprunts et dettes financières divers	142 404	142 404		
Fournisseurs et comptes rattachés	337 159	337 159		
Personnel et comptes rattachés	140 026	140 026		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	226 176	226 176		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices	4 548	4 548		
- T.V.A				
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	61 112	61 112		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	72 051	72 051		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>983 476</b>	<b>983 476</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

### Produits et avoirs à recevoir

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b> Créances rattachées à des participations Autres immobilisations financières <b>CREANCES</b> Créances clients et comptes rattachés Autres créances (dont avoirs à recevoir : ) <b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b> <b>DISPONIBILITES</b>	55 796
<b>TOTAL</b>	<b>55 796</b>

### Charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes (dont avoirs à établir : )	49 573 203 210
<b>TOTAL</b>	<b>252 783</b>

### Charges et produits constatés d'avance

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	5 583	
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
<b>TOTAL</b>	<b>5 583</b>	